

AVIS

AVIS

Ville de Luxembourg

Élections communales
du 8 octobre 2017

Présentation des listes de candidats :

La présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, présidente du bureau principal de la Ville de Luxembourg pour les élections communales du dimanche 8 octobre 2017 recevra les présentations de candidats et les désignations des témoins, en son bureau à la Cité judiciaire à Luxembourg, tribunal d'arrondissement, 4e étage, bureau TL 4.01, **les mardi 5 septembre 2017 et mercredi 6 septembre 2017, chaque fois de 15 à 18 heures.** Le dernier délai utile pour faire les présentations est le vendredi 8 septembre 2017 de 17 à 18 heures. Passé ce délai, aucune présentation de candidats ne sera plus recevable.

Aux fins de la présentation des listes des candidats, des formulaires pré-imprimés sont mis à la disposition des intéressés. Les formulaires peuvent, soit être retirés à la Cité judiciaire, bâtiment CR, bureau CR 4.16, L-2080 Luxembourg, de préférence le matin de 9.00 à 11.00 heures, soit être transmis sous forme électronique (format PDF). (prière de téléphoner au 47 59 81-309 ou -452 pour obtenir le formulaire sous format PDF)

Luxembourg, le 9 août 2017
La présidente du tribunal d'arrondissement
Joséane Schroeder

INSTRUCTIONS AU SUJET DES
CANDIDATURES :

Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par cinquante électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller

communal, sortant ou en fonction. Chaque liste doit être déposée par un mandataire désigné par et parmi les présents. En cas de présentation par un conseiller communal, le mandataire est choisi par les candidats de la liste, parmi ces candidats et le conseiller communal sortant ou en fonction qui les présente.

Toute candidature isolée est considérée comme formant une liste à elle seule.

La liste indique les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité des candidats ainsi que des électeurs ou du conseiller communal sortant ou en fonction qui les présentent.

Ne peuvent pas se porter candidat et peuvent retirer leur candidature ceux qui ne sont pas éligibles (article 228 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Une liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire dans la commune (27 candidats).

Une liste ne peut être majoritairement composée de candidats ne possédant pas la nationalité luxembourgeoise (article 229 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Nul ne peut figurer ni comme candidat ni comme présentant dans plus d'une liste d'une même commune.

Chaque liste doit porter une dénomination et dans les cas où des listes différentes portent des dénominations identiques, les mandataires sont invités à établir les distinctions nécessaires, à défaut de quoi, et avant l'expiration du délai imparti pour les déclarations de candidature, ces listes sont désignées par une lettre d'ordre par le président du bureau principal (article 230 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Toute liste doit être déposée au plus tard le 8 septembre 2017 à 18 heures (article 227 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Lors de la présentation des candidats, le mandataire de la liste peut désigner,

pour assister aux opérations de vote, un témoin et un témoin suppléant au plus pour chacun des bureaux de vote, choisis parmi les électeurs de la commune (article 235 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003).

Les mandataires chargés du dépôt des listes sont invités, afin de simplifier les vérifications imposées par la loi, de joindre, tant pour les candidats que pour les témoins, des certificats d'inscription sur la liste électorale, à délivrer par l'administration communale de la Ville de Luxembourg, ainsi qu'un certificat de résidence.

Chaque ressortissant étranger se portant candidat doit produire en outre à l'appui de sa candidature :

- 1) une déclaration précisant :
 - a) sa nationalité et son adresse au grand-duché de Luxembourg,
 - b) qu'il n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans son État d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit d'éligibilité est due aux conditions de résidence imposées par l'État d'origine,
- 2) un document d'identité en cours de validité,
- 3) un certificat documentant la durée de résidence de cinq ans au grand-duché de Luxembourg au moment du dépôt de la candidature. (art. 192 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003)

POSTE VACANT

Le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative recrute pour les besoins de **l'Administration des services médicaux du secteur public UN MÉDECIN (M/F)** à tâche complète ou à tâche partielle sous le statut de l'employé(e) de l'État.

Missions :

- Réaliser les examens médicaux des agents du secteur public
- Développer et mettre en œuvre

des projets visant à protéger la santé des agents publics sur leur lieu de travail

- Assurer une mission de conseil liée à la santé au travail
- Accompagner et conseiller les administrations publiques dans l'établissement de relevés de postes à risque
- Travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée de la promotion de la sécurité, de la santé et de la qualité de vie au travail dans la fonction publique.

Qualifications et compétences
requis :

- Être titulaire d'un diplôme autorisant l'exercice de la profession de médecin ; une qualification supplémentaire en médecine du travail et des connaissances en lecture d'électrocardiogrammes au repos constituent des avantages
- Sens de la confidentialité, intégrité et responsabilité
- Capacité à travailler en équipe
- Connaissance des outils informatiques courants
- Être ressortissant d'un État membre de l'Union Européenne
- Connaissance des langues luxembourgeoise, française et allemande. Des dispenses au niveau des connaissances linguistiques peuvent être accordées sous certaines conditions.

Les candidats ne disposant pas d'une qualification en médecine du travail doivent suivre et accomplir avec succès une formation spécifique dans ce domaine après leur engagement.

Tout renseignement supplémentaire peut être demandé à Mme Mireille Colbach-Cruchten par téléphone au 247-83281 ou par courriel à mireille.colbach@mfp.etat.lu

Les candidatures avec lettre de motivation, curriculum vitae et copie des diplômes sont à adresser pour le **29 septembre 2017 au plus tard** au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative
Mme Chantal Kerschenmeyer
B.P. 1807
L-1018 Luxembourg

